

Dans ce numéro...

Lancement du PALÉE 2011-2014	p. 1
L'ÉTS et le RESO : une collaboration fertile à tous les niveaux	p. 1
Échangeur Turcot : les bonnes intentions ne suffisent pas	p. 2
Un service gratuit d'aide au recrutement offert par votre CDEC	p. 2
Le Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest célèbre ses dix ans!	p. 3
Christine Guay, personnalité d'affaires du Sud-Ouest au concours Unio 2010	p. 3
Le RESO se dote d'une politique d'approvisionnement responsable	p. 3
En bref	p. 4

LE PREMIER AVRIL

le RESO emménage au
3181, rue Saint-Jacques
Ouest

(face au  LIONEL-GROULX)

Lancement du PALÉE 2011-2014

Un nouvel élan pour le Sud-Ouest

Le RESO a lancé le Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) 2011-2014 le 9 mars dernier. Mis à jour tous les trois ans, le PALÉE est le document d'orientation stratégique qui détermine les priorités d'action en matière de développement économique et de développement de la main-d'œuvre dans le Sud-Ouest. Sur le thème *Un nouvel élan pour le Sud-Ouest*, le PALÉE 2011-2014 affirme que le renouveau économique du territoire deviendra sous peu réalité et que la transformation des friches urbaines et des secteurs déstructurés de l'arrondissement sera rien de moins que spectaculaire d'ici les 5 à 10 prochaines années. Selon le RESO, ce renouveau sera un réel succès s'il participe à construire une communauté plus juste, plus verte et plus vivable.

Le PALÉE 2011-2014 est donc l'occasion de renouveler l'engagement du RESO et de ses partenaires à réaliser jusqu'au bout le projet de revitalisation économique et sociale entrepris dans le Sud-Ouest il y a plus de 25 ans. Le PALÉE est disponible sur le site du RESO au www.resomtl.com. ///



LE LANCEMENT DU PALÉE 2011-2014 A EU LIEU AU CENTRE D'ENTREPRENEURIAT TECHNOLOGIQUE (CENTECH) DE L'ÉTS.

L'ÉTS et le RESO : une collaboration fertile à tous les niveaux

Quand l'École de technologie supérieure (ÉTS) a invité le Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO) à participer à la mise sur pied d'un Quartier de l'innovation, autour de l'ÉTS, Pierre Morrissette, directeur général du RESO y voyait une belle opportunité pour le développement économique et social du quartier : « Ce secteur à deux pas du centre-ville offre un potentiel formidable pour l'implantation d'entreprises œuvrant dans les domaines de recherche de pointe présents à l'ÉTS. Dans un rayon de 1 à 1,5 km autour de l'institution universitaire, c'est tout un écosystème urbain propice à l'innovation qui sera créé d'ici une dizaine d'années avec notamment les projets Lowney, District Griffin et Bassins du Nouveau Havre : habitations privées, abordables et communautaires, services de proximité, parcs et espaces publics, accès au canal, etc. »

En lien avec ces développements, le RESO pourra mettre à contribution son expertise en développement urbain, en soutien aux entrepreneurs et aux entreprises et en aide à la préparation ainsi qu'à la formation de la main-d'œuvre à la recherche d'emploi. Entre autres, le RESO collabore avec le Centre d'entrepreneuriat technologique de l'ÉTS, le Centech, afin de soutenir le démarrage de nouvelles entreprises technologiques par les finissants de l'ÉTS. D'autre part, en vertu d'une entente avec le promoteur Devimco, le RESO collabore avec les nouveaux employeurs qui s'établissent dans le District Griffin afin de favoriser la formation et l'embauche de la main-d'œuvre locale sans emploi. « Nul doute que le développement du Quartier de l'innovation sera bénéfique pour toute la population du Sud-Ouest », conclut M. Morrissette.

M. Yves Beauchamp, directeur de l'ÉTS croit, lui aussi, au grand impact positif du Quartier de l'innovation pour le Sud-Ouest, un secteur qui rassemble déjà la plus forte concentration au Canada de travailleurs et travailleuses en technologie de l'information : « Au début du siècle, le Sud-Ouest manufacturier était un environnement important pour le développement économique de Montréal. Aujourd'hui, il va redevenir un lieu de développement, mais dans le secteur de la nouvelle technologie, en raison de la présence de l'ÉTS, entre autres. » ///

Échangeur Turcot : les bonnes intentions ne suffisent pas

« Nous saluons le changement de ton et l'ouverture manifestés par le ministre Sam Hammad qui ouvre la porte à une plus grande collaboration entre le ministère des Transports du Québec (MTQ) et les milieux concernés pour la mise en œuvre du projet de reconstruction de l'échangeur Turcot. Cependant, malgré quelques améliorations mineures et l'ajout de 1,5 milliard de dollars, force est de constater que le projet modifié du Ministère n'est pas dans l'intérêt de la communauté du Sud-Ouest », a déclaré Gilles Paquette, président du conseil d'administration.

« Le RESO partage les impératifs de sécurité publique, de fiabilité du réseau de transport et de capacité budgétaire du gouvernement. Cependant, nous déplorons que le gouvernement ne saisisse pas l'opportunité de poser un geste audacieux en faveur d'une autre vision du transport métropolitain, davantage axée sur le transport collectif et sur une intégration urbaine plus harmonieuse et consensuelle », a ajouté M. Paquette.

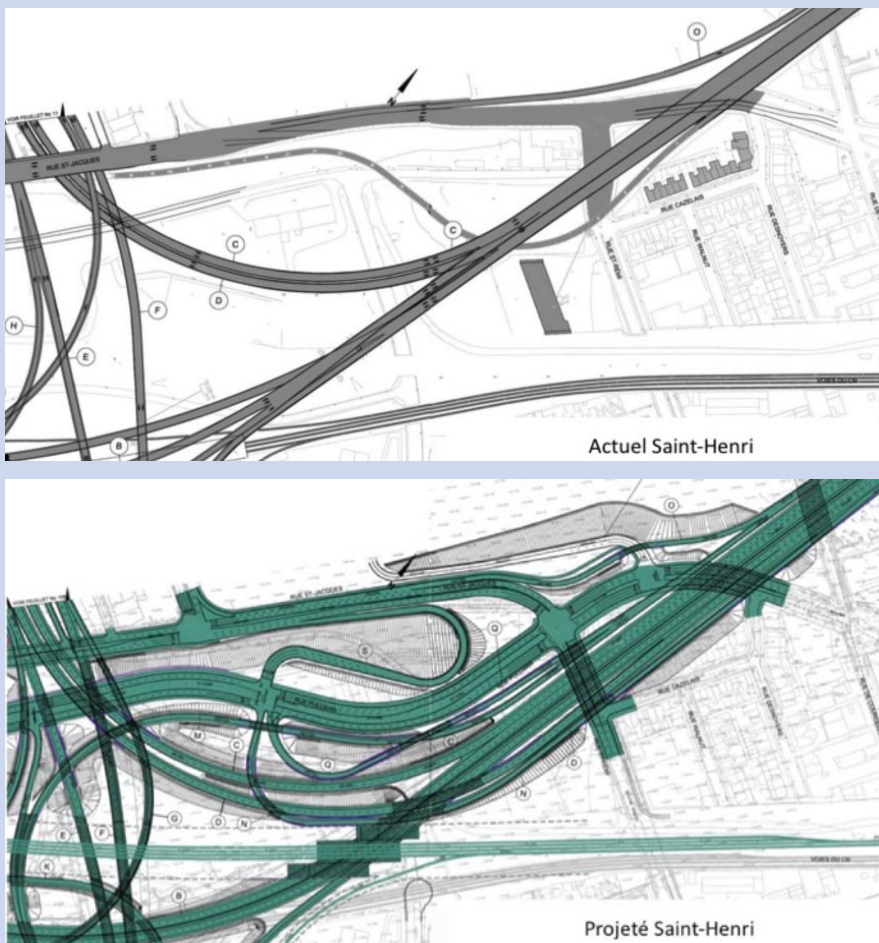
La communauté du Sud-Ouest reconnaît et accepte le fait que l'échangeur Turcot doit passer sur son territoire. En contrepartie, les gens du Sud-Ouest espéraient un projet qui se serait donné comme premier objectif de réduire les risques et les dangers qu'il leur fait subir depuis plus de 40 ans et qui contribuerait aux efforts de revitalisation amorcés depuis les 25 dernières années. « Tout le monde est conscient qu'il y a urgence d'agir, mais nous sommes extrêmement choqués de constater que dans sa forme proposée, l'échangeur Turcot risque de générer des impacts encore plus dommageables que dans sa forme actuelle », a soutenu Pierre Morrisette, directeur général du RESO.

La nouvelle version du projet Turcot ne répond à aucune des préoccupations ou des attentes exprimées par le RESO et par plus de 80% des individus et des organismes qui se sont exprimés devant le BAPE. Le projet révisé propose plus de circulation automobile, donc potentiellement plus de dommage à la santé publique, plus d'emprises au sol et d'obstacles infranchissables pour les résidents, plus de contraintes à la fluidité du transport des marchandises, et à plus ou moins court terme, plus de congestion et de perte de temps pour les personnes et pour les entreprises.

À l'instar d'autres intervenants, le RESO s'interroge sur ce qui a fait passer le coût du projet de 1,5 à 3 milliards de dollars, sans une amélioration significative de son intégration dans le tissu urbain, économique et social du Sud-Ouest et de Montréal. « Il est difficile de croire qu'avec une pareille somme, il ne soit pas possible de concevoir un ouvrage qui s'inscrive dans une vision d'avenir du transport métropolitain plutôt que de reproduire un modèle qui nous mène tout droit vers la catastrophe », a poursuivi M. Morrisette.

Avec quelque 4 milliards de dollars d'investissement en transport dans le territoire – incluant le projet de navette ferroviaire entre l'aéroport et le centre-ville qui coûtera environ 1 milliard de dollars – n'y a-t-il pas moyen de se donner une vision mieux intégrée du déplacement des personnes et des marchandises? C'est dans cet esprit que le RESO offre toute sa collaboration au MTQ et à la Ville de Montréal.

Le RESO a accepté de participer au comité de vigilance mis sur pied par une dizaine d'organismes regroupés autour du Conseil régional de l'environnement de Montréal. Par cette participation, le RESO souhaite collaborer aux échanges entre la société civile et les principaux intervenants publics dans ce dossier et offrir le cas échéant son expertise sur les enjeux qui touchent plus directement son territoire. Il souhaite également coordonner ses interventions avec l'Arrondissement du Sud-Ouest, qui aura à assumer une bonne part des conséquences négatives de ce mégachantier sur la qualité de vie des citoyens et sur sa capacité à maintenir des services de proximité de qualité à la population. ///



LE PROJET DU MTQ POUR L'ÉCHANGEUR TURCOT EMPIRERA LA SITUATION ACTUELLE.

Un service gratuit d'aide au recrutement offert par votre CDEC

Dix corporations de développement économique communautaire (CDEC) de Montréal, dont le RESO, ont uni leurs forces pour lancer, en novembre dernier, un service gratuit de placement assisté dans le but de faciliter la recherche d'emploi des prestataires de l'assurance-emploi et le recrutement de personnel dans les entreprises.

Le service répond rapidement aux besoins des prestataires de l'assurance-emploi en leur permettant de rencontrer un conseiller en emploi qui les aidera à déterminer leur profil professionnel et à mettre en évidence leurs compétences. Parallèlement, un conseiller aux entreprises fait du démarchage auprès des employeurs afin d'identifier les besoins en main-d'œuvre et de faire la promotion des chercheurs d'emploi.

Ce service gratuit se veut une réponse efficace pour les employeurs qui ont des besoins en matière de main-d'œuvre, mais qui manquent de temps et

de ressources pour trouver les meilleurs candidats et dénicher la perle rare. L'approche personnalisée de l'équipe du service de placement assisté du RESO permet d'arrimer les besoins des entreprises à ceux d'une multitude de candidats à la recherche d'un nouvel emploi. Plusieurs employeurs participent déjà activement au programme et profitent d'un service de présélection de candidats et d'un suivi personnalisé tout au long du processus de sélection. Ce contact privilégié est aussi l'occasion d'informer les entreprises sur les autres services offerts par le RESO : conseils en gestion et en financement, soutien à la localisation, aide à la formation en collaboration avec Formaplus, etc.

Depuis plus de 20 ans, en partenariat avec les pouvoirs publics, les CDEC répondent aux besoins en main-d'œuvre des employeurs québécois par une multitude de services conçus spécialement pour les entreprises naissantes et déjà existantes. ///

Le Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest célèbre ses dix ans!

Le 20 avril 2011, le Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest de Montréal (CJESO) fêtera son 10^e anniversaire. Rappelons que le CJESO est issu d'une démarche de concertation entreprise à la suite du Forum jeunesse Sud-Ouest, événement qui a eu lieu le 10 novembre 1997. Deux ans plus tard, l'assemblée des partenaires – réunissant des représentants des milieux communautaire, institutionnel, des affaires ainsi que des élus – rendait publique la Stratégie locale pour les jeunes et l'emploi, qui recommandait de créer un carrefour jeunesse-emploi et d'en confier la mise en œuvre au RESO, selon l'approche développée par l'organisme dans son offre de services aux personnes sans emploi du Sud-Ouest. Le CJESO ouvrait ses portes en janvier 2001, avec le mandat de réaliser en partie la Stratégie locale pour les jeunes et l'emploi, régulièrement mise à jour depuis ce temps. « Avec l'ajout du CJESO aux services du RESO, c'est une offre de services complète en matière d'aide à l'emploi qui est sous la responsabilité d'un organisme représentatif de la communauté », souligne Pierre Morrisette, directeur général du RESO.

« En plus d'offrir de l'accompagnement aux jeunes adultes de 16 à 35 ans dans leur démarche de retour aux études ou de recherche d'emploi, le CJESO soutient le développement de multiples projets mis sur pied par ses partenaires du Sud-Ouest. Notre enracinement, les liens que nous tissons avec nos partenaires dans l'ensemble de nos projets comptent, selon moi, parmi nos plus grandes réalisations », explique Christine Guay, directrice de ce service du RESO. Le CJESO a rejoint et accompagné plus de 9000 participants depuis sa création et il a mis sur pied de nombreuses activités, dont *La tête de l'emploi*, un « quizz » amusant qui permet aux jeunes adultes de découvrir de nouveaux métiers, un atelier qui soutient les participants du projet *Action Embellissement – canal de Lachine* de Pro-vert, un atelier d'entrepreneuriat pour le projet *Desta* dans la Petite-Bourgogne, le Salon emplois d'été qui a lieu en mars chaque année, le projet *Desjardins-Jeunes au travail* qui permet aux entreprises d'offrir des emplois d'été aux jeunes, etc.

Le 20 avril, dès 17 h, au CEDA, situé au 2515, rue Delisle, le CJESO célébrera en grand ses dix ans d'existence : DJ, vidéo, toiles en direct, quizz, chansons et concours de « slam » sont prévus pour cette fête haute en couleur qui mettra les partenaires du CJESO à l'honneur. « C'est avec nos partenaires que nous avons déterminé, il y a maintenant dix ans, quel genre de CJE nous voulions. Aujourd'hui, nous avons un CJE aux couleurs du Sud-Ouest et nous aimerions célébrer cette grande réussite avec eux », souligne M^{me} Guay. ///

Christine Guay, personnalité d'affaires du Sud-Ouest au concours Unio 2010

Dans le cadre du concours Unio 2010, l'Arrondissement du Sud-Ouest a désigné Christine Guay, personnalité d'affaires dans la catégorie « reconnaissance » pour l'arrondissement.

Directrice du Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest de Montréal (CJESO) qu'elle a contribué à mettre sur pied avec l'appui de la communauté il y a maintenant 10 ans, Christine Guay est reconnue comme une leader dans le Sud-Ouest. Gestionnaire impliquée, sa grande force est de travailler avec tous les partenaires pour offrir des opportunités aux jeunes. La stratégie locale pour les jeunes et l'emploi, les coopératives jeunesse de services, des projets de coopération internationale, le défi de l'entrepreneuriat jeunesse, des programmes de stages, le Salon emplois d'été, des services d'aide et d'accompagnement, on pourrait nommer des dizaines de projets et d'innovations mis sur pied par M^{me} Guay. Le CJESO, qui est un service du RESO, est aussi un partenaire actif de la démarche de persévérance scolaire « D'école vers ton avenir » et travaille avec les employeurs pour aider les jeunes à explorer le marché du travail, et faire une place à la relève dans les entreprises.

Particulièrement au nom des jeunes adultes du Sud-Ouest, l'Arrondissement a tenu à souligner l'engagement exceptionnel de M^{me} Guay et à reconnaître sa vision, soit que le développement des individus et d'un milieu sont inséparables l'un de l'autre. M^{me} Guay s'est d'ailleurs donné le défi de sensibiliser les employeurs et le milieu des affaires au rôle qu'ils ont à jouer pour favoriser la persévérance scolaire des jeunes, aussi bien que l'intégration socioéconomique. ///



CHRISTINE GUAY,
DIRECTRICE DU CJESO



L'ÉQUIPE DU CJESO EN 2009

Le RESO se dote d'une politique d'approvisionnement responsable

« Depuis plusieurs années, nous faisons la promotion du développement durable; il était donc logique que nous adoptions une politique d'approvisionnement responsable (PAR) dont l'objectif est de contribuer, modestement, à la réduction des impacts négatifs de nos achats sur l'environnement et la société, mais surtout, de donner l'exemple de ce qu'une organisation privée, publique ou communautaire peut faire pour se responsabiliser face aux enjeux du développement durable », souligne Pierre Morrisette, directeur général du RESO.

Lancée le 17 février dernier par le Regroupement des Corporations de développement économique communautaire (CDEC) du Québec, cette PAR s'inscrit dans l'approche de concertation et de partenariat qu'elles ont développée. Elle veut favoriser la participation et l'implication des acteurs économiques locaux et elle vise à faire rayonner sa mise en application tant au sein des CDEC que chez l'ensemble de leurs membres et de leurs partenaires.

Approvisionnement responsable

(SUITE DE LA PAGE 3)

Le RESO appliquera d'abord la PAR à l'ensemble de ses achats courants et, par la suite et de façon graduelle, à l'ensemble de ses acquisitions. La PAR s'appuie sur les principes suivants :

- choisir des produits et des services qui minimisent l'exploitation et la consommation des ressources naturelles, évitent la production de déchets et réduisent les risques de contamination des milieux de vie;
- maintenir les standards de qualité dans une perspective de saine gestion;
- veiller à ce que les droits des travailleurs qui produisent les biens achetés soient respectés;
- privilégier les produits et les services susceptibles de créer et de maintenir des emplois de qualité sur le territoire;
- contribuer à sensibiliser et à éduquer les acheteurs et les fournisseurs sur les enjeux du développement durable.

« L'un des principaux enjeux liés à l'adoption de pratiques d'approvisionnement responsables consiste en la pleine participation des PME locales à l'offre de produits et services responsables. Pour cette raison, la PAR adoptée par le RESO se veut incitative plutôt que coercitive. Une période de trois ans sera consacrée à la mise en place d'un dialogue constructif avec nos fournisseurs pour favoriser la prise en compte des enjeux de développement durable dans leurs processus de gestion et favoriser leur participation », conclut M. Morrissette. Le texte intégral de la PAR du RESO est disponible sur le site www.resomtl.com. ///

EN BREF EN BREF EN BREF

Le RESO et le CJESO déménagent!

Afin de faciliter l'accès à leurs différents services, le RESO et le CJESO déménageront dans un même édifice, au 3181, rue Saint-Jacques Ouest, dès le 1^{er} avril pour le RESO et à la mi-mai pour le CJESO. Situés juste en face du métro Lionel-Groulx, ces nouveaux locaux seront aussi conviviaux qu'accessibles. ///

Marc Beausoleil, nouveau directeur du Service aux entreprises du RESO

Le nouveau directeur du Service aux entreprises (SAE) du RESO, Marc Beausoleil a une longue expérience du développement local et régional, acquise dans différentes fonctions, notamment à titre de directeur du développement entrepreneurial et de commissaire en économie sociale au CLD des Maskoutains à Saint-Hyacinthe.

C'est l'approche globale du RESO qui a suscité l'intérêt de cet architecte de formation et titulaire d'une maîtrise en aménagement du territoire et en développement économique régional de l'Université Laval. « La concertation, c'est peut-être plus long,

mais ça donne des résultats durables », souligne-t-il en prenant en exemple divers projets de concertation auxquels il a participé, du Pacte rural à la mise sur pied d'une entreprise d'insertion et d'un comité de revitalisation d'une artère commerciale.



MARC BEAUSOLEIL,
DIRECTEUR DU
SERVICE AUX ENTREPRISES

Son expérience le prépare donc bien à relever le défi de diriger le SAE, qui offre ses services tant aux entreprises privées que d'économie sociale, y compris aux entreprises d'insertion. ///

Le RESO s'engage dans le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise

La Ville de Montréal a déposé en octobre dernier le plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015. Elle propose aux organisations de participer, en tant que partenaire, à la mise en œuvre de certaines actions de son plan. Grâce à un formulaire simple, elle leur suggère des actions à implanter tant en gestion des matières résiduelles et des émissions de gaz à effet de serre qu'en sensibilisation de leurs employés, fournisseurs et de leurs diverses clientèles. Plus de 100 organismes ont déjà répondu à l'appel, dont le RESO. Pour devenir partenaire, il suffit de visiter le site www.ville.montreal.qc.ca/developpementdurable et de cliquer sur le rectangle « Devenez partenaire », situé à droite dans cette page. ///

Cuisine-Atout et Formétal, dans les pages du journal La Presse!

Le journaliste Marc Tison du journal La Presse a fait l'éloge de deux entreprises de réinsertion sociale du Sud-Ouest, soit Cuisine-Atout, grâce au texte *La soupe à l'alphabet*, et Formétal, dans *Alliage d'acier et d'amour*. Ces deux articles, parus le 28 décembre 2010, mettaient en évidence le travail accompli par ces entreprises d'économie sociale et célébraient le professionnalisme et le dévouement de leur personnel ainsi que de leur directeur, Guy Thibault, de Cuisine-Atout et Jean LeChasseur, de Formétal. Bravo à tous les artisans des deux entreprises. ///

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RESO

Gilles Paquette

Représentant des syndicats FTQ et président

Édith Cyr

Représentante des entreprises d'économie sociale

Claude Deveault

Représentant des employés du RESO

Véronique Fournier

Représentante des élus municipaux du Sud-Ouest

Shannon Franssen

Représentante des organismes communautaires de Saint-Henri

Pierre Gauthier

Membre coopté

Daniel L'Africain

Représentant des commerces et travailleurs autonomes

Francis Lagacé

Représentant des syndicats CSN

Julie Lecompte

Représentante des institutions (santé, éducation)

Geneviève Locas

Représentante des organismes communautaires d'Émard/Côte-Saint-Paul

Roger Michaud

Représentant des institutions financières

Igor Nérison

Représentant des participants aux activités du RESO

Véronique Olivier

Représentante des entreprises de service et de la nouvelle économie

Vicente Perez

Représentant des organismes communautaires de la Petite-Bourgogne

Madeleine Poulin

Représentante du collège de la culture

Karine Triollet

Représentante des organismes communautaires de Pointe-Saint-Charles

À venir

Représentant des entreprises manufacturières

MEMBRES SANS DROIT DE VOTE

Pierre Morrissette

Directeur général

Guy Biron

Vice-président, développement stratégique

Marguerite Blais

Députée de Saint-Henri/Sainte-Anne

Sylvain Richard

Directeur du Centre local d'emploi (CLE)



3181, rue Saint-Jacques Ouest
Montréal (Québec) H4C 1G7
Tél. : 514 931-5737
Fax : 514 931-4317
reso@resomtl.com
www.resomtl.com

PRODUCTION DU *reso info*

Direction

Pierre Morrissette

Rédaction

Lucie Dufour et Sophie Legault

Available on request

English version of RESO Info